

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1904

Proposition de loi modifiant la loi du 29 décembre 1899 relative à l'application de la représentation proportionnelle aux élections législatives, en ce qui concerne l'ordre de priorité des candidats et le vote en tête de liste, qui seraient rendus facultatifs (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MÉLOT.

MESSIEURS,

La proposition de loi déposée le 10 février 1904 par M. Féron a pour but d'autoriser les électeurs qui présentent une liste de candidats à déclarer que leur présentation est faite sans ordre de priorité.

En suite de cette déclaration, on supprimerait la case de vote, en tête de la liste ainsi présentée.

Les suffrages en faveur d'un des candidats effectifs ou d'un des candidats suppléants seraient marqués dans la case placée à côté des noms.

Les sièges effectifs et les sièges de suppléance dévolus à la liste seraient respectivement attribués à ceux des candidats effectifs ou suppléants qui auraient obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Ce serait donc, en fait, la faculté laissée aux associations politiques de maintenir ou de supprimer à leur gré l'ordre de priorité et le vote en tête de liste.

Cette proposition a été repoussée par toutes les sections.

Dans la 1^{re}, par 7 voix contre 7 et 2 abstentions;

» 2^e, » 10 » et 3 abstentions;

» 3^e, » 9 » contre 4;

» 4^e, » 9 » » 3 et 3 abstentions;

» 5^e, » 6 » » 1 et 1 abstention;

» 6^e, » 10 » » 6 et 1 »

(1) Proposition de loi, n° 65.

(2) La section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM: HAMBURSIN, VERHAEGEN, WOESTE, VICTOR DELPORTE, DE LANTSHEERE, MÉLOT.

Elle a donc recueilli dans l'ensemble 21 voix contre 31 et 10 abstentions.

La section centrale a repoussé également par 3 voix contre 1 le changement que les auteurs de la proposition voulaient apporter à notre législation électorale.

C'est à bon escient, en effet, que le législateur exige des associations politiques qu'elles prennent la responsabilité de l'ordre dans lequel les candidats seront présentés aux électeurs.

Certes, le corps électoral doit rester juge en dernier ressort de la question de savoir qui le représentera au sein du Parlement ; mais aujourd'hui, il est guidé dans l'exercice de ce droit par les indications précises de ceux qui se sont spécialement occupés de former la liste des candidats. Dans l'état actuel de nos mœurs politiques, le priver de ces indications, ce serait risquer de diminuer la cohésion des grands partis dont l'existence est une des bases de notre régime politique ; ce serait risquer d'enlever à des intérêts respectables toute chance d'être jamais représentés ; ce serait faire dépendre certains choix du hasard ou même de manœuvres d'adversaires.

L'on sait comment les choses se passent en général avant les élections. Dans les arrondissements où aucun homme politique ne s'impose à son parti, par l'éclat du talent ou par les services rendus, chacun s'efforce, au sein des associations, d'obtenir, pour le candidat qu'il préfère, une présentation en ordre utile. L'association du parti fait son choix. La décision prise est généralement acceptée par ceux-là même qu'elle ne satisfait pas, chacun des associés se regardant habituellement comme engagé d'honneur à ne pas en appeler au corps électoral par la présentation d'une liste séparée.

Mais si le soin de désigner les représentants d'un parti est laissé au corps électoral seul, ne sera-t-il pas à craindre que, les compétitions se produisant sur un autre terrain, certains candidats d'une liste ne soient combattus en public par des amis politiques au profit d'autres candidats de la même liste. Les divisions, d'abord personnelles, seront portées ensuite sur le terrain des principes, et l'on verra les partis se fractionner. Le législateur ne doit pas favoriser ces divisions.

La présentation d'après un ordre de priorité permet aussi aux associations de tenir compte de certains intérêts matériels et de les concilier. Pour donner satisfaction à des groupes importants, elles placent en ordre utile un ou plusieurs de leurs représentants ; les élus d'un même parti peuvent ainsi défendre spécialement la cause de diverses catégories de citoyens : industriels, agriculteurs, commerçants, ouvriers, tout en conservant le même programme général.

Ces combinaisons sont légitimes et l'on doit encourager ces citoyens, qui, en acceptant le programme d'un parti, subordonnent leurs désirs personnels à quelque grande idée religieuse, sociale ou politique.

Ces combinaisons seraient impraticables, si l'ordre de priorité n'existait pas. L'intérêt numériquement le plus faible serait, dans l'élection, écrasé par l'intérêt numériquement le plus fort.

La proposition de M. Féron adoptée, certains choix dépendraient du hasard ou même de manœuvres. Il arriverait, en effet, dans certains

arrondissements que tous les suffrages des électeurs d'un parti se porteraient naturellement à côté d'un nom éclatant. Les co-candidats d'un homme politique considérable pourraient n'être élus que par quelques douzaines d'amis, parfois peut-être aussi par quelques douzaines d'adversaires, désireux de jouer un mauvais tour.

Enfin on a cité des exemples en sens inverse. On a vu des groupes nombreux d'électeurs, convaincus à l'avance du succès d'un chef de leur parti, s'abstenir de voter pour lui. Ils ont été stupéfaits, après l'élection, en s'apercevant que d'autres avaient fait le même raisonnement et que leur chef n'était pas élu.

Ce sont là des faits regrettables que le législateur doit chercher à éviter.

Les auteurs de la proposition l'ont compris eux-mêmes. On lit, en effet, dans leurs développements :

« Dans les grands arrondissements, il arrive qu'un seul parti ait quinze candidats et obtienne jusque dix élus! Le vote en tête de liste y apparaît le plus souvent comme une nécessité.

» Les candidats n'y sont pas toujours tous bien connus de la masse des électeurs. Comment ces électeurs pourront-ils apprécier le classement à faire?

» A défaut d'une case de tête, la plupart des suffrages se porteront sur le nom des chefs, et les autres candidats recueilleront tous ensemble un si petit nombre de voix, que l'on ne pourra considérer les minimales différences qui les distingueront les uns des autres comme exprimant la volonté du corps électoral.

» Ces minimales différences pourront n'être dues qu'à de véritables hasards, à la brigue ou à la camaraderie personnelle, parfois aussi à l'intrusion des intérêts privés. On en a vu des exemples dans les élections communales, où la case de tête n'a que la signification ancienne d'un vote pour toute la liste et ne produit aucun effet pour le classement des candidats.

» Il faut ajouter que les candidats, fussent-ils mieux connus de l'ensemble des électeurs, chacun de ceux-ci ne pouvant donner qu'un seul vote de préférence, le classement exigerait une entente entre tous les électeurs d'un parti, qui auraient à se répartir les différents votes de préférence à émettre.

» Comment arriver à cette entente dans un corps électoral qui représente plus de 250,000 suffrages? Elle semble impossible. »

Ce que les auteurs de la proposition disent des grands arrondissements peut s'appliquer, quoique avec moins de force, à presque tous les arrondissements de Belgique.

Le devoir imposé par le législateur aux associations politiques ne va pas sans quelques inconvénients que M. Féron énumère.

« Il arrivera que deux hommes de mérite égal se trouveront en présence. De simples nuances d'opinion, parfois des intérêts cantonnaires ou professionnels distincts, rendront douteuse la question de savoir quel est celui des deux dont l'élection répondra le mieux au sentiment de la majorité du corps électoral.

» Les associations politiques elles-mêmes seront divisées et incertaines, en proie à de douloureuses perplexités, exposées aux déchirements.

» Dans les petits arrondissements surtout, les confraternités politiques s'accompagnent d'amitiés et de sympathies personnelles. Pourquoi faut-il les contraindre à faire un choix qu'il serait si simple d'abandonner au corps électoral et qui est dans le droit du corps électoral ? »

Ces considérations d'ordre sentimental, très respectables d'ailleurs, ne peuvent prévaloir contre les arguments tirés de l'intérêt même du pays et de la pratique de notre droit public.

Il est vrai que les auteurs de la proposition se bornent à créer la faculté de renoncer à l'ordre de priorité ; ils ne cherchent pas à interdire le vote en tête de liste.

Mais si la proposition était adoptée, il arriverait de trois choses l'une : ou bien, aucune association n'userait de la faculté que lui donnerait la loi. En ce cas, la proposition serait inutile

Il ne semble pas que les associations soient très désireuses d'user de cette faculté. car si elles l'étaient, il leur suffirait, dès à présent, pour atteindre le but que M. Féron se propose, de proclamer et de faire annoncer par les organes dont elles disposent, que l'ordre de présentation exigé par la loi ne signifie rien, qu'elles invitent les électeurs à voter à côté du nom du candidat qu'ils préfèrent et à s'abstenir de voter en tête de liste. Nous ne sachions pas qu'aucune association ait, jusqu'ici, agi de cette manière. Il est donc possible que la première partie de l'alternative se réaliserait.

Ou bien, toutes les associations useraient de la faculté que leur donne la proposition de M. Féron. Et nous verrions se produire les inconvénients qu'il signale lui-même.

Ou bien enfin, quelques associations seulement en useraient. Les inconvénients seraient moins nombreux, mais ils existeraient cependant dans les arrondissements où la case de tête serait supprimée.

Et en outre, dans ces arrondissements, l'électeur recevrait un bulletin sur lequel certaines listes seraient surmontées, en tête, d'une case de vote, sur lequel d'autres listes seraient privées de cet ornement.

Le rôle du législateur est d'aider l'électeur à émettre un vote valable et raisonné et non pas de rendre sa tâche difficile par des complications nouvelles.

Nous avons donc l'honneur de vous proposer le rejet de la proposition de loi.

Le Président,
SCHOLLAERT.

Le Rapporteur,
A. MÉLOT.

(2)

(Nr 146.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 29 December 1899, betreffende de toepassing van evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, wat betreft de voorrangsorte der kandidaten en het stemmen aan 't hoofd der lijst, niet meer tot verplichting gemaakt (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MELOT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, den 10^{en} Februari 1904 overgelegd door den heer Feron, strekt om de kiezers, die eene lijst van kandidaten voordragen, te laten verklaren dat hunne voordracht geschiedt zonder voorrangsorte.

Ten gevolge van zulke verklaring, zou het stemvakje bovenaan de aldus overgelegde lijst worden weggelaten.

De stemmen, ten voordeele van een der werkelijke of van een der plaatsvervangende kandidaten uitgebracht, zouden gemerkt worden in het vakje dat naast de namen staat.

De aan de lijst toekomende werkelijke en plaatsvervangende mandaten worden respectievelijk toegekend aan diegenen harer werkelijke of plaatsvervangende kandidaten die het grootst getal stemmen hebben verkregen.

Dat ware dus feitelijk de politieke vereenigingen vrij laten om naar willekeur de voorrangsorte en de stemming aan 't hoofd der lijst weg te laten.

Dit voorstel werd in al de afdeelingen verworpen.

In de 1^e, met 7 stemmen tegen 7 en 2 onthoudingen;

» 2^e, » 10 » en 3 onthoudingen;

» 3^e, » 9 » tegen 4;

» 4^e, » 9 » » 3 en 3 onthoudingen;

» 5^e, » 6 » » 1 en 1 onthouding;

» 6^e, » 10 » » 6 en 1 »

(1) Wetsvoorstel, n^o 65.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren HAMBURSIN, VERHAEGEN, WOESTE, VICTOR DELPORTE, DE LANTSHEERE, MELOT.

Dus waren er in 't geheel 21 stemmen voor, 51 tegen, en 10 onthoudingen.

Met 5 stemmen tegen 1, verwierp de Middenafdeeling insgelijks de verandering, die de voorstellers wilden toebrengen aan onze kieswetten.

Met reden eischt de wetgever dat de politieke vereenigingen zich verantwoordelijk verklaren voor de orde waarin de kandidaten aan de kiezers worden voorgedragen.

Voorzeker hoeft het kiezerskorps in laatste beroep te mogen beslissen over de vraag wie het in de Kamers vertegenwoordigen zal; doch thans wordt het voor de uitoefening van dat recht geleid door de duidelijke aanwijzingen van hen die zich inzonderheid belastten met het opmaken der kandidatenlijst. Moest men, gezien den huidige staat onzer politieke zeden, hem van die aanduidingen berooven, men zou gevaar loopen den samenhang te verminderen van de groote partijen, welke bestaan een der grondslagen van ons politiek stelsel is; men zou gevaar loopen aan eerbiedwaardige belangen alle kans te ontnemen om ooit vertegenwoordigd te wezen, de keus van sommigen doen afhangen van het toeval of wel van handelingen vanwege tegenstrevers.

Iedereen weet wat er doorgaans geschiedt vóór de verkiezingen. In arrondissementen waar geen enkel politiek man in zijne partij uitschittert door begaafdheid of bewezen diensten, tracht elk in de vereenigingen den candidaat, wien hij de voorkeur geeft, met goed gevolg te doen voordragen. De vereeniging der partij doet hare keus. In de genomen beslissing berusten doorgaans zij zelve wien zij niet bevredigt, vermits iedereen zich gewoonlijk op zijne eer verbonden acht, geen beroep op het kiezerskorps te doen door het voordragen van eene afzonderlijke lijst.

Mocht evenwel het kiezerskorps alleen de vertegenwoordigers eener partij aanduiden, zou het dan niet te vreezen zijn dat, indien er mededinging bestaat op een ander gebied, zekere kandidaten van eene lijst in 't openbaar bestreden zouden worden, ten voordeele van andere kandidaten derzelfde lijst? De eerst persoonlijke verdeeldheid zou vervolgens overgaan op het gebied der beginselen, en waarschijnlijk zouden de partijen zich verbrekken. Dergelijke verdeeldheid hoeft de wetgever niet te bevorderen.

De kandidaten voordragen naar voorrangsorte stelt ook de vereenigingen in staat om rekening te houden met zekere stoffelijke belangen en ze te doen overeenstemmen. Om aanzienlijke groepen te bevredigen, geven zij aan een of meer harer vertegenwoordigers eene goede plaats op de lijst; zoo kunnen de verkozenen van eene zelfde partij inzonderheid het belang verdedigen van verschillende klassen van burgers, als daar zijn: nijveraars, landbouwers, handelaars, werklieden, en toch hetzelfde algemeen programma behouden.

Zulke schikking is billijk, en men hoeft deze burgers aan te moedigen, die, het programma eener partij aannemende, hunne wenschen onderwerpen aan een of ander grootsch godsdienstig, sociaal of politiek denkbeeld.

Die schikking is onmogelijk, zoo er geene voorrangsorte bestaat. Het

belang dat het minste getal verdedigers telt, zou worden verpletterd door het belang dat het sterkste getal voorstanders vindt.

Werd het voorstel van den heer Feron tot wet gemaakt, dan zou in sommige gevallen de keus afhangen van het toeval of zelfs van kuiperijen, want in zekere arrondissementen zouden al de stemmen eener partij natuurlijk worden uitgebracht naast een schitterenden naam. 't Zou kunnen dat de mede-candidaten van een uitstekend politiek man slechts worden verkozen door enkele twaalfallen vrienden, soms wellicht ook door enkele twaalfallen tegenstrevers, die eene kwade poets willen spelen.

Er zijn ook voorbeelden in tegenovergestelden zin aangehaald. Het is weleens gebeurd dat talrijke groepen kiezers, vooral overtuigd van het verkiezen van een leider hunner partij, niet voor hem stemden en na de verkiezing verbaasd stonden toen anderen evenzoo hadden geredeneerd en de leider niet was verkozen.

Dergelijke betreurenswaardige feiten moet de wetgever trachten te vermijden.

Zelfs de voorstellers hebben dit begrepen, want in hunne Toelichting leest men :

« In groote arrondissementen gebeurt het weleens dat eene enkele partij vijftien kandidaten heeft, waarvan er zelfs tien worden verkozen ! Daar schijnt stemmen aan het hoofd der lijst meesttijds noodzakelijk.

» De massa der kiezers kent daar niet steeds al de kandidaten. Hoe kunnen deze kiezers oordeelen over het rangschikken van de kandidaten ?

» Bestaat er geen hoofdvak, zoo worden het meerendeel der stemmen uitgebracht op den naam der leiders, en verwerven al de andere kandidaten te zamen zoo weinig stemmen, dat het gering verschil hetwelk ze van elkander onderscheidt niet is te beschouwen als de uitdrukking van den wil van het kiezerskorps.

» Zulk gering verschil kan soms te wijten zijn aan een louter toeval, aan persoonlijk aandringen of kameraadschap, soms ook aan indringing van privaat belang. Dat deed zich voor in gemeenteverkiezingen, waarbij het hoofdvak enkel de vroegere beteekenis heeft van eene stemming voor gansch de lijst en hoegenaamd geen invloed heeft op het rangschikken der kandidaten.

» Hier moet men bijvoegen, dat, stonden de kandidaten beter bekend bij de gezamenlijke kiezers, en daar iedere van dezen slechts eene enkele voorkeurstem kan geven, er voor de rangschikking zou moeten overeengekomen worden tusschen al de kiezers van eene partij, die de uit te brengen voorkeurstemmen onder elkander zouden moeten verdeelen.

» Hoe geraakt men tot zulke overeenkomst, in een kiezerskorps dat meer dan 250,000 stemmen vertegenwoordigt ? Zij schijnt onmogelijk te zijn. »

Wat de voorstellers zeggen over de groote arrondissementen, kan, ofschoon in mindere mate, worden toegepast op nagenoeg alle arrondissementen in België.

Wel is waar levert het recht, door den wetgever toegekend aan politieke vereenigingen, zekere bezwaren op. De heer Feron heeft ze opgesomd.

« Het zal gebeuren dat twee mannen van gelijke verdienste worden voorgesteld. Een onbeduidend verschil van denkwijze, soms verschil van kantonnaal of professioneel belang, zal het moeilijk maken om te weten wiens verkiezing het best beantwoordt aan het gevoelen der meerderheid van het kiezerskorps.

» Zelfs de politieke vereenigingen zullen het daarover oneens zijn, onzeker, ter prooi aan pijnlijken twijfel, blootgesteld aan scheuring.

» Vooral in kleine arrondissementen gaat politieke eensgezindheid gepaard met persoonlijke vriendschap en genegenheid. Waarom verplicht men dan tot eene keus die zoo gemakkelijk is over te laten aan het kiezerskorps, en die tot het recht van het kiezerskorps behoort? »

Deze overigens zeer eerbiedwaardige bedenkingen van sentimenteelen aard wegen niet op tegen het belang zelf van het land en dit van de uitoefening van ons openbaar recht.

Wel is waar willen de voorstellers enkel het recht om af te zien van de voorrangsorte en schijnen zij het stemmen aan 't hoofd der lijst niet te verbieden.

Doch werd het voorstel aangenomen, één van deze drie dingen zou gebeuren : of geene vereeniging maakt gebruik van het recht dat de wet haar geeft, en dan is het wetsvoorstel nutteloos.

Het schijnt niet dat de vereenigingen veel lust gevoelen om van dat recht gebruik te maken, zoo niet zou het, om tot het door den heer Feron beoogde doel te geraken, volstaan uit te roepen en in de bladen, waarover de vereenigingen beschikken, te doen afkondigen dat de door de wet veroorloofde orde van voordracht niets beteekent; dat zij de kiezers verzoeken naast den naam van den door hen uitverkoren candidaat te stemmen en niet aan 't hoofd der lijst. Wij denken niet dat tot hiertoe eene vereeniging aldus handelde. Dus zou heel waarschijnlijk het eerste deel der onderstelling wezenlijkheid worden.

Ofwel, al de vereenigingen maken gebruik van het recht, haar verleend door het voorstel van den heer Feron. Dan zouden de bezwaren ontstaan, waarop hijzelf wijst.

Of, eindelijk, slechts weinige vereenigingen maken er gebruik van. Er zouden minder bezwaren zijn, maar toch zouden ze voorkomen in die arrondissementen waar het hoofdvakje weggelaten is.

Daarenboven krijgt de kiezer in die arrondissementen een stembrief, waarop zekere lijsten een stemvakje bovenaan zouden hebben en andere lijsten dat sieraad derven.

De wetgever heeft tot plicht den kiezer te helpen om eene geldige en beredeneerde stemming uit te brengen, en niet hem de taak moeilijk te maken door nieuwe verwikkelingen.

Wij hebben de eer u te verzoeken het wetsvoorstel te verwerpen.

De Verslaggever,

A. MELOT.

De Voorzitter,

SCHOLLAERT.